



Lille, le 15 septembre 2015

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE,  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

Division des  
Affaires Budgétaires

Mission Conseil

Chef de bureau ;  
Yveline JENICOT

Affaire suivie par  
Natalcha VIOLET

Téléphone  
03 20 15 62 75

Mél  
[conseilleple@ac-lille.fr](mailto:conseilleple@ac-lille.fr)

Cité académique  
Guy Debeyre  
20 rue Saint-Jacques  
B.P. 709  
59 033 LILLE

Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Huissiers de Justice  
du Pas-de-Calais,

L'attention des services du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des finances et des comptes publics a été attirée, à de nombreuses reprises, par une grande majorité des rectorats d'académie, sur le non respect de la réglementation de la part de plusieurs études d'huissiers de justice concernant les recouvrements de créances sollicités par des agents comptables des établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

Au plan départemental, les principaux problèmes identifiés sont les suivants :

- lenteur des recouvrements, absence de réponses aux demandes d'information formulées par les agents comptables, malgré de nombreuses relances ;
- compensations abusives entre les sommes recouvrées et les frais y afférents ;

Je vous rappelle que les droits et obligations des huissiers de justice en matière tarifaire sont prévus par les articles 21 à 25 du décret 96-1080 du 12 décembre 1996 portant fixation du tarif des huissiers de justice en matière civile et commerciale, modifié par le décret n° 2014-673 du 25 juin 2014.

L'article 25 du texte précité rappelle que :

"Toute somme remise en paiement entre les mains d'un huissier de justice par un débiteur pour le règlement d'une créance doit être reversée par l'huissier au créancier dans un délai maximum de trois semaines si le paiement est effectué en espèces, de six semaines dans les autres cas. Si le débiteur procède à un paiement de la créance par acomptes successifs, ces délais sont respectivement de six semaines et de trois mois. Tout manquement à cette règle est passible d'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 3 de l'ordonnance du 28 juin 1945 susvisée".

Enfin , l'article 23 précise que les dispositions des articles 21 (provision pour couvrir rémunération et débours correspondants ) et 22 (droit de rétention pour garantir le paiement de la rémunération et des débours) ne sont pas applicables lorsque l'huissier de justice instrumente pour le compte d'un comptable public

En tout état de cause, l'huissier chargé des mesures d'exécution forcée pour le compte de l'établissement scolaire ne peut exercer le droit de rétention en vue de garantir le paiement de sa rémunération. Il ne peut pas non plus opérer une compensation entre les sommes recouvrées et les frais y afférents. En effet, les sommes qu'il recouvre sont des deniers publics et sont à ce titre soumis au principe de non contraction entre les recettes et les dépenses.

Ainsi, l'huissier qui ne respecte pas la réglementation en vigueur a l'obligation, sous peine de sanctions disciplinaires, de restituer à l'EPLÉ les sommes indûment

déduites. Si celui-ci persiste dans son refus, l'EPLE devra saisir le président de la chambre départementale des huissiers de justice afin d'obtenir gain de cause.

Compte-tenu de ce qui précède et afin d'améliorer la communication et les relations des EPLE avec les huissiers, je vous transmets, ci-joint, un état récapitulatif des problèmes rencontrés dans l'académie de Lille, sur lequel figurent les coordonnées des études d'huissiers de justice concernées.

Je vous remercie par avance de l'aide que vous pourrez apporter dans la résolution de ces difficultés.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Recteur et par délégation,  
La Secrétaire Générale de l'Académie  
Par délégation, la Secrétaire Générale Adjointe



**Le Recteur de l'Académie de Lille**

Valérie PINSET

Maître Marc DONNEZ  
Président de la Chambre Départementale  
des Huissiers de Justice du Pas-de-Calais  
1 rue du Collège  
62000 ARRAS